

Arrêté du 22 février 1985 fixant la date des épreuves du concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur en chef du corps d'encadrement et de commandement des personnels embarqués d'assistance et de surveillance des affaires maritimes

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer, en date du 22 février 1985, le concours sur épreuves professionnelles pour l'accès au grade de contrôleur en chef du corps d'encadrement et de commandement des personnels embarqués d'assistance et de surveillance des affaires maritimes, prévu par l'arrêté du 11 février 1985, aura lieu le 25 avril 1985.

Les épreuves se dérouleront suivant l'horaire indiqué ci-après :

De 8 h 30 à 11 h 30 : une épreuve de connaissances professionnelles communes à tous les candidats ;

De 14 h 30 à 17 h 30 : épreuve à options selon le choix du candidat (navigation, machines).

Les candidats seront avisés individuellement du lieu de déroulement des épreuves.

Arrêtés portant délimitation de zones de préemption

Par arrêtés du commissaire de la République de la région Nord - Pas-de-Calais, commissaire de la République du département du Nord, en date du 30 novembre 1984, les zones à l'intérieur desquelles le département du Nord peut exercer le droit de préemption prévu à l'article L. 142-1 du code de l'urbanisme comprennent les parties du territoire des communes de Watten, Saint-Momelin, Millam, Wulverdinghe, Cassel, Saint-Jans-Cappel, Willies, Eppe-Sauvage et Trélon, telles qu'elles sont délimitées par un trait rouge aux plans annexés auxdits arrêtés (1).

(1) Ces plans peuvent être consultés à la préfecture du Nord, à la direction départementale de l'équipement, ainsi qu'à la mairie des communes concernées.

Par arrêté du commissaire de la République du département du Pas-de-Calais en date du 30 janvier 1985, la zone à l'intérieur de laquelle le département du Pas-de-Calais peut exercer le droit de préemption prévu à l'article L. 142-1 du code de l'urbanisme comprend la partie du territoire de la commune d'Annezin, telle qu'elle est délimitée par un trait noir au plan annexé audit arrêté (1).

(1) Ce plan peut être consulté à la préfecture du Pas-de-Calais, à la direction départementale de l'équipement, ainsi qu'à la mairie d'Annezin.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté du 15 février 1985 portant suppression d'une régie d'avances

Par arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 15 février 1985, il est mis fin, à compter du 1^{er} janvier 1985, aux fonctions de Mlle Charbonnier (Colette), en qualité de régisseur d'avances auprès de la direction régionale du travail et de l'emploi de la région d'Ile-de-France.

A compter de la même date, la régie d'avances de la direction régionale du travail et de l'emploi de la région d'Ile-de-France est supprimée.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 28 janvier 1985 relatif à la dispense des examens de formation commune du premier et du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 84-735 du 27 juillet 1984 relatif aux attributions du ministre délégué à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1977 créant la licence Sciences et techniques des activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1982 créant la maîtrise en sciences et techniques des activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1984 créant le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques ;

Après avis de la Commission nationale des équivalences réunie le 13 décembre 1984,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les personnes titulaires de la maîtrise en sciences et techniques des activités physiques et sportives créée par l'arrêté du 5 janvier 1982 susvisé sont dispensées de subir les épreuves des examens de formation commune des brevets d'Etat du premier et du deuxième degré d'éducateur sportif prévues à l'arrêté du 8 mai 1974 susvisé.

Art. 2. - Les personnes titulaires de la licence Sciences et techniques des activités physiques et sportives créée par l'arrêté du 7 juillet 1977 susvisé sont dispensées de subir les épreuves de l'examen de formation commune du brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif prévues à l'arrêté du 8 mai 1974 susvisé.

Art. 3. - Les personnes titulaires du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, mention Sciences et techniques des activités physiques et sportives, créé par l'arrêté du 16 juillet 1984 susvisé, sont dispensées de subir les épreuves de l'examen de formation commune du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif prévues à l'arrêté du 8 mai 1974 susvisé.

Art. 4. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 janvier 1985.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET

Arrêté du 7 février 1985 complétant l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à la profession d'éducateur physique ou sportif

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 84-735 du 27 juillet 1984 relatif aux attributions du ministre délégué à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1982 créant la maîtrise en sciences et techniques des activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1984 créant le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques ;

Après avis de la Commission nationale des équivalences en date du 13 décembre 1984,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le tableau A 1 annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Groupe I

Maîtrise de sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Groupe II

Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, mention Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Art. 2. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1985.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Décret du 1^{er} mars 1985 portant remplacement d'un membre suppléant du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes institué par la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977

Par décret en date du 1^{er} mars 1985, est nommée membre suppléant du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes : Mme Guilhem (Thérèse), conseiller à la Cour de cassation, en remplacement de M. Barnicaud, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Arrêté du 22 février 1985 portant détachement (direction de la consommation et de la répression des fraudes)

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures,

chargé de la coopération et du développement, en date du 22 février 1985, M. Coustard (Jean-Marie), chef de travaux de la répression des fraudes, est placé en position de détachement auprès du ministère des relations extérieures (Coopération et développement) pour exercer des fonctions d'enseignant en chimie à la faculté des sciences et techniques de Cotonou (Bénin), pour une période maximum de deux ans à compter du 16 septembre 1984.

Arrêté du 22 février 1985 portant détachement (direction générale des douanes et droits indirects)

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, en date du 22 février 1985, M. Pinsard (Pierre), inspecteur des douanes, est placé en service détaché auprès du ministère des relations extérieures (Coopération et développement), pour exercer les fonctions de conseiller technique en informatique douanière auprès du ministre des finances du Gabon, pour une période maximum de deux ans à compter du 1^{er} décembre 1984.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 22 février 1985 portant promotion (personnels des services judiciaires)

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 22 février 1985, Mlle Aubin (Catherine), greffier en chef du 3^e grade, 2^e classe, est, à compter du 1^{er} janvier 1985, promue au 2^e grade et nommée maître de conférences à l'Ecole nationale des greffes.

Arrêtés du 4 mars 1985 portant nomination (administration centrale)

Par arrêté du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 4 mars 1985, M. Darcos (Bernard), premier juge au tribunal de grande instance de Nanterre, est nommé sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la justice.

Par arrêté du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 4 mars 1985, M. Bouret (Jean-Philippe), premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice, est nommé sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la justice.

Par arrêté du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 4 mars 1985, M. Lemontey (Jacques), sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la justice, est nommé directeur adjoint à l'administration centrale du ministère de la justice.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Arrêtés du 23 novembre 1984 portant admission à la retraite (agents diplomatiques et consulaires et administration centrale)

Par arrêtés du ministre des relations extérieures en date du 23 novembre 1984, sont radiés des cadres et admis à faire valoir leurs droits à la retraite, par limite d'âge, à compter des dates ci-après indiquées :

M. de Favitski (Dimitri), ministre plénipotentiaire hors classe, à compter du 3 juin 1985.

M. Bataille (Serge), agent supérieur de classe fonctionnelle, 3^e échelon, à compter du 8 juin 1985.

Par arrêtés du ministre des relations extérieures en date du 23 novembre 1984, sont radiés des cadres et admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter des dates ci-après indiquées :

M. Fevre (Jean), ministre plénipotentiaire de 2^e classe, 1^{er} échelon, en congé spécial, à compter du 24 juin 1985.

Mlle Basdevant (Marie-Louise), conseiller des affaires étrangères de 1^{re} classe, 3^e échelon, en congé spécial, à compter du 29 juin 1985.